

Ghana

Environnement opérationnel

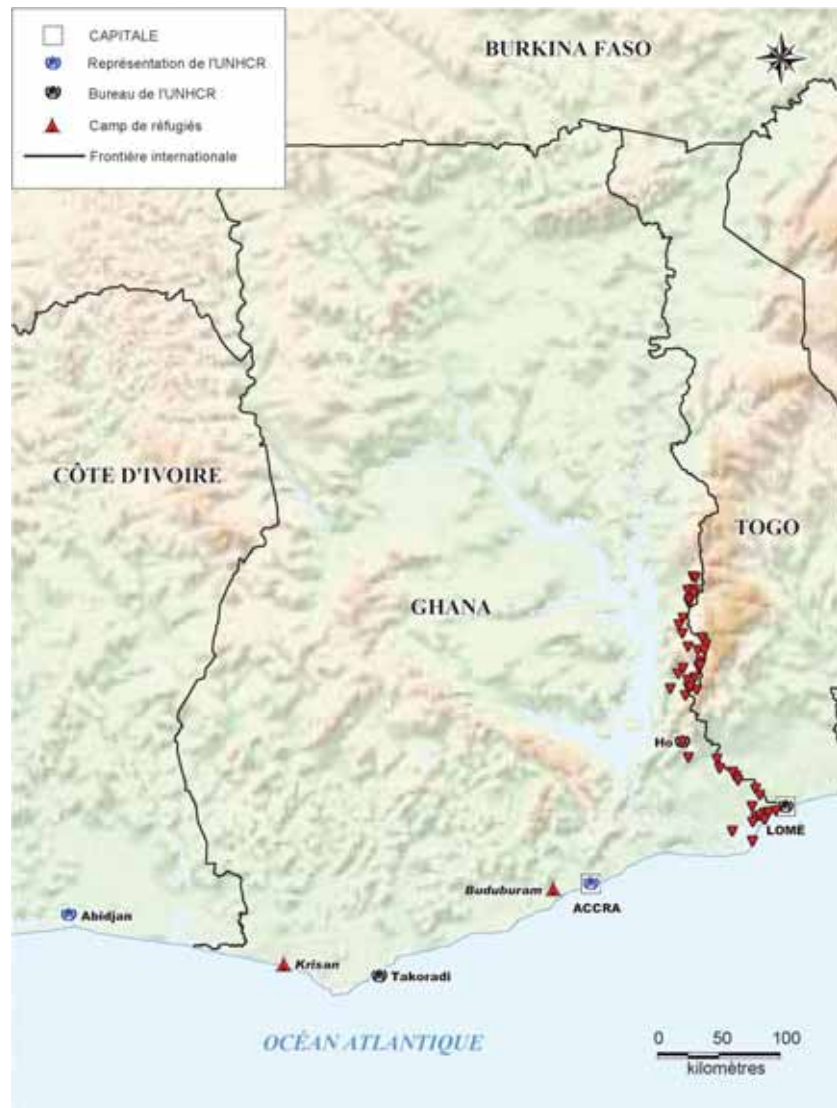
Contexte

Des élections présidentielles et législatives doivent avoir lieu au Ghana en 2008. Le Gouvernement a demandé à tous les partis politiques de faire preuve de calme tout au long de la période électorale. Dans l'ensemble, la situation est stable, hormis quelques luttes de pouvoir épisodiques entre chefs locaux dans la région nord-est du pays. Néanmoins, on constate une montée de l'insécurité et de la criminalité dans les zones urbaines.

Le Ghana accueille la plus importante population réfugiée d'Afrique occidentale, avec environ 40 000 personnes. Quelque 24 000 réfugiés libériens vivent à Buduburam, une zone d'installation urbaine aménagée près d'Accra en 1990. Le camp de Krisan, installé dans une zone côtière isolée, à 250 kilomètres à l'ouest de la capitale, accueille quelque 1 700 réfugiés venus de différents pays d'Afrique. Les réfugiés togolais se sont en majorité établis dans les communautés locales de la région de la Volta. Ils regagneront pour la plupart leur pays d'origine avec l'aide de l'UNHCR, dans le cadre d'un accord tripartite conclu en avril 2007. La population urbaine de réfugiés et de demandeurs d'asile est dispersée à Accra et dans la périphérie de la capitale. La législation du Ghana sur les réfugiés, promulguée en 1992, accorde aux demandeurs d'asile le droit de rester dans le pays jusqu'à ce qu'ils aient épuisé tous les recours pour obtenir le statut de réfugié.

Besoins

Les autorités ont exprimé leur inquiétude concernant l'importante population réfugiée demeurée dans le pays. Elles ont donc décidé de déterminer à nouveau si les réfugiés libériens qui s'y trouvent toujours ont encore besoin de protection. Comme il serait prématuré pour l'UNHCR de faire jouer la clause dite « de cessation » et de retirer la protection accordée aux réfugiés libériens, le Haut Commissariat s'emploie à promouvoir l'intégration locale, indiquant qu'il s'agit de la solution durable la plus souhaitable pour remédier à la situation de ces populations, au Ghana comme dans l'ensemble de la région. Des fonds sont nécessaires pour financer des programmes d'autosuffisance qui faciliteront l'intégration sur place de ces réfugiés.



Quelque 3 000 réfugiés, originaires pour la plupart du Togo, auront besoin de l'assistance de l'UNHCR, concernant le transport et la délivrance des papiers nécessaires, pour regagner leur pays de leur plein gré. Ceux qui choisissent de rester au Ghana auront besoin d'aide pour s'intégrer dans leur communauté d'accueil.

Total des besoins

2008 : 6 137 528 dollars E.-U.

2009 : 5 032 326 dollars E.-U.

Objectifs principaux

- Poursuivre les projets d'autosuffisance et de légalisation de séjour pour les réfugiés libériens.
- Appuyer le transfert du camp de Buduburam aux autorités locales et son intégration dans les projets de développement locaux, en tenant compte des besoins des réfugiés et de la population d'accueil.

- Estimer la faisabilité d'une nouvelle opération de détermination du statut et en évaluer l'impact sur les réfugiés libériens au Ghana.
- Aider jusqu'à 3 000 réfugiés, principalement togolais, à regagner leur pays d'origine de leur plein gré.
- Trouver des solutions durables afin de réduire le nombre de réfugiés dans le camp de Krisan et – à terme – fermer le camp.
- Aider le Comité ghanéen pour les réfugiés à traiter les demandes d'asiles en souffrance depuis longtemps.

Cibles prioritaires en 2008 et en 2009

- Tous les réfugiés libériens et togolais qui ne peuvent regagner leur pays d'origine s'intègrent sur place et bénéficient de programmes de l'UNHCR visant à renforcer leur autosuffisance.
- Tout le travail technique visant à préparer le transfert du camp de Buduburam est exécuté en consultation avec les autorités et la population locale.
- Quelque 3 000 réfugiés togolais regagnent leur pays en toute sécurité et dans la dignité ; l'UNHCR leur apporte l'aide nécessaire pour les papiers, le transport, la sécurité et les services médicaux.
- Les réfugiés de différentes nationalités rentrent dans leur pays d'origine grâce au Projet de rapatriement régional pour l'Afrique occidentale, basé à Dakar.
- La base de données d'enregistrement *proGres* est utilisée pour mieux évaluer les besoins et les problèmes de protection des réfugiés et des demandeurs d'asile urbains.

séjour et à la vie relativement organisée qu'ils mènent dans leur zone d'installation. L'UNHCR prévoit de transférer la gestion des infrastructures et des services qui leur sont destinés aux autorités locales ou aux ministères concernés. Le Haut Commissariat s'assurera que des droits soient garantis aux réfugiés libériens, sur le plan juridique et socio-économique, et pour qu'ils aient les moyens de devenir autosuffisants au Ghana. Des projets, visant à offrir aux réfugiés la possibilité d'exercer des activités rémunératrices et à réhabiliter les structures des camps, seront mis en œuvre. Sur le plan juridique, l'UNHCR entend promouvoir une application moins restrictive des protocoles de la CEDEAO sur la libre circulation, en accord avec les pratiques des autres pays qui accueillent des réfugiés dans la région.

Réfugiés togolais

L'UNHCR facilitera le rapatriement librement consenti de près de 3 000 réfugiés togolais. Le Haut Commissariat assurera le transport des réfugiés en passant par des postes frontaliers officiels (Aflao, Menu et Wli) et les conduira jusqu'à des centres d'accueil au Togo (Lomé, Badou et Danyi). Les rapatriés se verront remettre des formulaires de rapatriement librement consenti avec photographie numérique qui auront valeur de titre de transport. Les personnes ayant des besoins spécifiques recevront une assistance pendant et après leur rapatriement. Des projets d'autosuffisance et communautaires dans les secteurs de l'agriculture, de la petite entreprise et de la pêche permettront aux réfugiés ayant choisi l'intégration sur place de rester au Togo. Les populations d'accueil bénéficieront également de ces projets.

Réfugiés de diverses nationalités hébergés dans le camp de Krisan

L'UNHCR recherchera des solutions durables pour les réfugiés de longue date se trouvant dans une situation complexe. En accord avec les priorités définies par les évaluations participatives, le Haut Commissariat ajustera l'assistance fournie (sécurité, prévention de la violence sexuelle et sexiste, santé, alimentation, éducation et articles non alimentaires) pour maintenir un niveau de vie acceptable. Toutes les femmes en âge de procréer recevront des protections périodiques.

Stratégie et activités

Réfugiés libériens au camp de Buduburam

Les réticences des réfugiés libériens à l'idée de regagner leur pays sont imputables à la durée prolongée de leur

Chiffres prévisionnels

Type de population	Origine	Janv. 2008		Déc. 2008 / Janv. 2009		Déc. 2009	
		Total dans le pays	Nb pers. assistées par l'UNHCR	Total dans le pays	Nb pers. assistées par l'UNHCR	Total dans le pays	Nb pers. assistées par l'UNHCR
Réfugiés	Libéria	32 700	32 700	30 700	30 700	28 700	28 700
	Togo	7 200	7 200	3 200	3 200	3 200	3 200
	Pays divers	760	760	580	580	200	200
Demandeurs d'asile	Togo	2 500	2 500	1 400	1 400	-	-
	Pays divers	210	210	110	110	100	100
Total		43 380	43 380	35 990	35 990	32 200	32 200

Réfugiés urbains

Les réfugiés urbains peinent à devenir autosuffisants, à exercer leurs droits socio-économiques, et requièrent des solutions d'intégration sur place adaptées à leur cas. Ceux qui nécessitent une assistance médicale seront dirigés vers des dispensaires ou des hôpitaux publics. Les personnes présentant des besoins spécifiques seront hébergées dans des centres de transit et recevront des couvertures, des ustensiles de cuisine et des protections périodiques.

Contraintes

Le projet du Gouvernement, concernant le réexamen complet et individuel du statut de protection de tous les réfugiés libériens, suscite quelque inquiétude quant à sa faisabilité et à son impact sur les possibilités d'intégration sur place.

De nombreux réfugiés des camps de Buduburam et Krisan refusent d'envisager toute solution durable autre que la réinstallation dans un pays tiers.

Organisation et mise en œuvre

Présence de l'UNHCR

	2008	2009
Nombre de bureaux	2	2
Effectif total	41	40
Fonctionnaires internationaux	7	7
Collaborateurs nationaux	34	33

Coordination

Toutes les opérations concernant les réfugiés sont effectuées en coordination avec le Comité ghanéen pour les réfugiés. Un groupe spécial chargé des solutions durables pour les réfugiés, créé dans le cadre de l'Équipe des Nations Unies dans le pays, coopère avec les autorités sur des questions liées à la phase post-rapatriement. Depuis



Réfugiés libériens confectionnant des petits rubans rouges pour la Journée mondiale du SIDA, dans le centre communautaire « Harmony », dans le camp de Buduburam.

2007, l'ONUDI, la FAO et l'UNHCR travaillent de concert sur un programme biennal, visant à renforcer l'autonomie des réfugiés et de leurs communautés d'accueil à Buduburam et Krisan.

Partenaires

Partenaires d'exécution

Organismes gouvernementaux : Comité ghanéen pour les réfugiés, ministère de l'Intérieur, Organisation nationale de gestion des catastrophes, Service ghanéen de l'éducation, Services ghanéens de la santé.

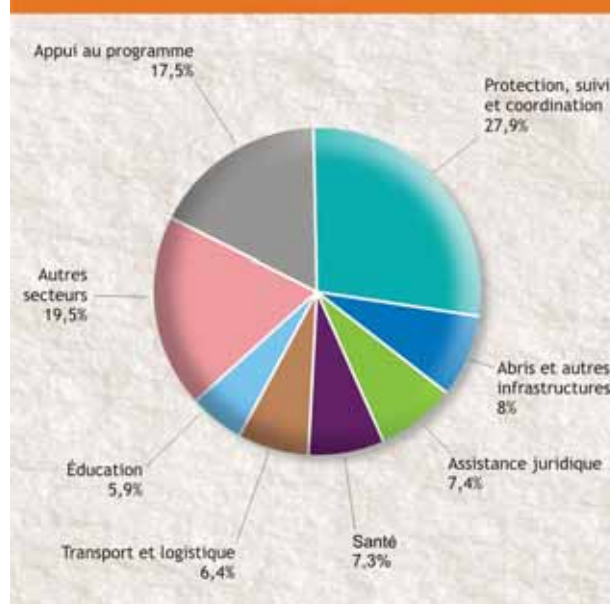
ONG : *Assemblies of God Relief and Development Service, Christian Council of Ghana, Secrétariat catholique national, Women's Initiative for Self-Empowerment.*

Autres : Société ghanéenne de la Croix-Rouge.

Partenaires opérationnels

Autres : FAO, FNUAP, OIM, OMS, ONUDI, ONUSIDA, PAM, PNUD, UNESCO, UNICEF.

Budget-programme biennal par secteur 2008-2009



Budget (dollars E.-U.)

Activités et services	Budget-programme annuel		
	2007	2008	2009
Protection, suivi et coordination	2 622 369	1 712 653	1 399 825
Abris et autres infrastructures	75 842	514 307	380 000
Activités génératrices de revenus	21 596	20 000	20 000
Appui opérationnel (aux partenaires)	308 260	386 632	270 000
Assainissement	106 065	223 709	180 000
Assistance juridique	144 217	487 375	340 000
Besoins domestiques	95 982	64 273	30 000
Eau	29 173	168 677	110 000
Éducation	216 548	394 125	270 000
Pêche	46 350	0	0
Production vivrière	49 918	60 000	60 000
Santé	261 793	435 885	380 000
Services communautaires	176 261	296 200	290 000
Transport et logistique	1 737 244	406 936	310 000
Vivres	134 572	0	0
Total des opérations	6 026 189	5 170 773	4 039 825
Appui au programme	3 616 565	966 755	992 501
Total	9 642 754	6 137 528	5 032 326